

## Le 1<sup>er</sup> Borders Forum a réuni plus de 700 participants en ligne !



**Jacqueline Gourault**  
Ministre de la Cohésion  
des territoires et des  
Relations avec les  
collectivités territoriales

"Après avoir été pendant des siècles des espaces d'attentes, de craintes et de conflits, les frontières européennes font désormais l'objet d'un Forum. C'est un beau symbole. Dans ces temps difficiles, les solutions ne peuvent venir que de notre capacité à faire des espaces transfrontaliers des lieux de convergence, de confiance et de partenariat.

Nous devons encore intensifier les coopérations transfrontalières durant les mois et années à venir. Nous avons pour cela construit des cadres pour nous mettre d'accord sur les diagnostics et partager une même stratégie, à l'exemple de la SUERA, stratégie macro-régionale qui couvre l'ensemble du massif alpin, du traité d'Aix-la-Chapelle, ou encore du projet de règlement de la Commission portant sur le 'mécanisme européen' visant à lever les obstacles transfrontaliers (ECBM). C'est cela qui nous permet ensuite de construire des réponses appropriées aux besoins des territoires transfrontaliers, d'autant qu'ils sont, du fait de leurs multiples spécificités, des terrains particulièrement propices à l'action territoriale que nous mettons en place depuis plus de trois ans, sous l'impulsion du Président de la République : celle du 'sur-mesure', du 'cousu-main' comme j'aime à le dire.

Les territoires transfrontaliers sont des laboratoires 'échelle 1' de la nouvelle étape de décentralisation que je défends : c'est-à-dire la possibilité d'expérimenter, qui ouvre la voie à la différenciation. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si notre principale réussite jusque-là a eu pour théâtre un espace transfrontalier, avec la création de la Collectivité Européenne d'Alsace. Cette différenciation répond au double besoin d'efficacité et de proximité exprimé par les acteurs territoriaux ; [...]" [La suite en page 2.](#)

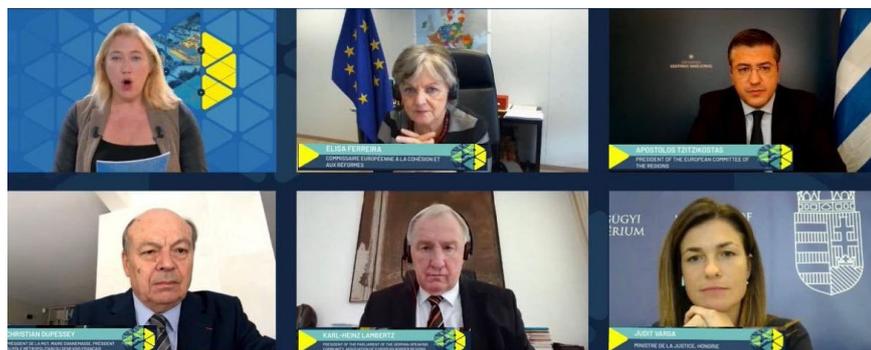
Le 1<sup>er</sup> Borders Forum a rencontré un vif succès, avec plus de 700 participants en ligne tout au long de deux journées de débats, les 9 et 10 novembre 2020.

L'événement était organisé par la MOT, en partenariat avec la Commission européenne et le Comité européen des Régions.

En ouverture des échanges, animés le 1<sup>er</sup> jour par Caroline de Camaret, rédactrice en chef Europe de France 24, la Commissaire européenne à la cohésion et aux réformes, Elisa Ferreira a affirmé que "nous ne pouvions plus ignorer la situation des frontières. C'est pour cela que nous avons besoin d'une approche qui se base sur le local et la coordination entre les régions". "Dès qu'il y a une crise, que ce soit les attaques terroristes, la crise migratoire, et maintenant le Covid, les Etats ferment les frontières", a souligné Karl-Heinz Lambertz, Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, et Président de l'Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE), "même en dehors de toute législation européenne, alors

qu'il faudrait justement coopérer au-delà des frontières". Selon Apostolos Tzitzikostas, Président du Comité européen des Régions : "Les fermetures décidées bien souvent sans consultations des élus locaux, ont eu des conséquences dramatiques pour des milliers de transfrontaliers, les empêchant d'aller travailler, de se faire soigner ou de voir leurs proches, et ce à seulement quelques kilomètres de chez eux. Mais cet effet néfaste s'est fait ressentir bien au-delà, sur l'ensemble de l'Union, avec le risque d'effondrement de certains secteurs d'activités. Les territoires transfrontaliers représentent pourtant 40% du territoire de l'UE : ce n'est donc pas le problème de quelques-uns, mais bien celui de tous !" Et le Président de la MOT, Christian Dupessey, Maire d'Annemasse, de compléter : "Maintenant, nous avons envie de dire : plus jamais ça ! Plus de mesures brutales, mais de la coordination, de la cohérence, et une vraie politique pour les zones transfrontalières, avec [...]"

[La suite en page 2.](#)



## INTERVENTIONS de la MOT dans des événements

**Conférence transfrontalière pour la démocratie** : "Ensemble, faisons un état des lieux de la participation citoyenne à l'échelle transfrontalière" (Région Grand Est), 20 novembre. [Plus d'infos](#)

**PITer Cœur Alpes - Cuore delle Alpi**, 20 novembre. [Plus d'infos](#)

**Processus d'Oradéa 2020** (coopération hungaro-roumaine), 12 novembre. [Plus d'infos](#)

**Conférence annuelle de l'ARFE**, 6 novembre. [Plus d'infos](#)

**"Les bénéficiaires de la coopération transfrontalière pour la construction européenne : 100 ans après Trianon"**, 28 octobre 2020. [Plus d'infos](#)

**Conseil Plénier de la Communauté de Travail des Pyrénées** : "Impact du Covid-19 sur les territoires frontaliers de montagne. Défis socio-économiques et environnementaux de la pandémie", 28 octobre. [Plus d'infos](#)

## Suite de l'article en page 1.



"[...] une vision globale, impliquant les citoyens. Je crois que c'est possible, les solidarités en période de crise existent, notamment sanitaires".

Pour Anne Sander, Députée européenne, Vice-présidente de la MOT : "Beaucoup d'obstacles persistent et un grand nombre relève de la responsabilité des Etats. Nous avons besoin d'un cadre juridique européen plus fort et c'est pourquoi nous soutenons fermement le projet d'ECBM visant à résoudre les obstacles transfrontaliers". C'est dans ce contexte, que la MOT, l'ARFE et le CESCO, rejoints par le Comité européen des régions, ont officiellement présenté l'"[Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers](#)".

Les quatre tables-rondes de la première journée ont souligné les besoins des territoires frontaliers : des besoins persistants, particulièrement

exacerbés par la crise. Elles ont également mis en avant le chemin parcouru et les réussites de la coopération : INTERREG, les GECT - ceux de l'Eurodistrict PAMINA ou de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, membres de la MOT, ayant reçu le prix des GECT du Comité des Régions - ou encore le Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle. Ce dernier a été présenté comme précurseur, "ouvrant une nouvelle étape", par le Secrétaire d'Etat, Clément Beaune.

Lors de la seconde journée, les territoires aux frontières françaises ont été exposés autour de thématiques centrales (changement climatique, mobilité, attractivité, numérique), tout en mettant en avant leur grande diversité (métropoles, espaces ruraux, montagnes...).

Roland Theis, Secrétaire d'Etat (Land de Sarre), en charge des

affaires européennes l'a souligné : "La coopération transfrontalière en matière de santé sauve des vies. Nous devons avoir cette liberté d'agir en transfrontalier sans avoir à attendre les solutions de Berlin ou de Paris. Voilà la liberté dont nous avons besoin si nous voulons être ces "laboratoires de l'Europe de demain", celle du concret".

La suite, pour Christophe Arend, Député de Moselle, membre de l'Assemblée franco-allemande, "se situe désormais en France dans la loi '3D' qui devrait pouvoir contenir un chapitre sur le transfrontalier, car les solutions astucieuses trouvées sur la frontière avec l'Allemagne sont transposables à l'ensemble des frontières françaises et européennes" ([plus d'infos](#)).

**Plus d'infos :**

- [Retrouvez tous les replays](#)
- [Le dossier de presse](#)
- [Le site de l'événement.](#)

## Suite de l'éditorial en page 1.

"[...] il va permettre de leur donner les moyens d'être plus dynamiques, plus 'élastiques'.

Nous allons consacrer la différenciation dans deux textes de lois : le projet de loi organique adopté au Sénat, qui va permettre de faciliter les expérimentations et d'ouvrir la voie à une différenciation durable ; puis dès janvier 2021, avec le projet de loi dit '3D', dans lequel nous allons consacrer les trois principes de différenciation, décentralisation et déconcentration.

Pour concrétiser ces ambitions et ces stratégies communes, nous avons mis en place de puissants outils d'accompagnement. C'est à cette fin que nous avons créé l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires : pour favoriser très concrètement l'émergence de projets et surtout fournir l'ingénierie nécessaire à leur réalisation. Et pour concrétiser ce 'sur-mesure', les équipes de l'ANCT savent déjà pouvoir compter sur la MOT pour enrichir son action.

Face aux défis contemporains, immenses, il est plus que jamais nécessaire de travailler ensemble, dans la compréhension réciproque, au service des citoyens, que nous voulons mettre au cœur des démarches transfrontalières, dans la perspective de la Présidence française de l'Union européenne en 2022."

## Un avis du CESER Grand Est sur la société civile transfrontalière

Le CESER Grand Est a adopté en assemblée plénière en octobre dernier un avis sur la société civile transfrontalière. La MOT avait été officiellement auditionnée dans le cadre de la préparation de cette publication.



**CESER Grand Est**  
COMMISSION ALLEMANDO-FRANÇAISE  
D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES

**LES AVIS ET RAPPORTS DU CESER**

**La société civile transfrontalière**  
Pour une démocratie participative proche des citoyens,  
à l'échelle des bassins de vie

Adopté en séance plénière du 8 octobre 2020

"Par leurs initiatives locales, les acteurs de la société civile ont souvent été les précurseurs de la coopération transfrontalière. Toutefois, aujourd'hui celle-ci est surtout l'affaire des pouvoirs publics. Les personnes vivant dans les zones transfrontalières ne sont le plus souvent vues que comme des habitants, des consommateurs, des actifs et trop rarement comme des citoyens, à impliquer dans la prise de décision." Dans cet avis, le CESER considère que l'organisation d'une société civile à l'échelle transfrontalière ne peut être abordée à l'échelle du Grand Est, trop vaste et trop divers. Elle doit l'être au niveau des territoires transfrontaliers, ou à l'échelle des grandes entités transfrontalières : Rhin Supérieur, Grande Région et France-Wallonie-Vlaanderen. [Plus d'infos](#)

# ACTUALITÉS EUROPE

Rejoindre l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers



Lancée en 2020 à l'initiative de la MOT, de l'ARFE et du CESCO, l'Alliance a désormais le soutien politique du Comité européen des Régions (CdR). [Plus d'infos - Rejoindre l'Alliance pour façonner l'avenir de la coopération transfrontalière.](#)

## Consultation du CdR

"L'avenir de la coopération transfrontalière à l'horizon 2050"

L'objectif est de capitaliser les expériences des régions transfrontalières. Des dialogues citoyens transfrontaliers seront organisés en collaboration avec les acteurs de la coopération. Sur cette base, le CdR adoptera une résolution, qui constituera une contribution officielle à la Conférence sur l'Avenir de l'Europe. [Plus d'infos](#)

# ACTUALITÉS DE LA MOT

## Intégrer la question transfrontalière au projet de loi 3D : la MOT s'engage avec son réseau

Suite aux propos de la ministre Jacqueline Gourault (voir l'édition en page 1) qui donnent aux territoires transfrontaliers un rôle de "laboratoires de l'étape de décentralisation à venir", figurant comme des espaces d'expérimentation en première ligne de la différenciation territoriale, la MOT souhaite bâtir avec son réseau une position commune pour intégrer la question transfrontalière au projet de loi 3D (Décentralisation, Différenciation & Déconcentration). Celui-ci devrait être présenté en Conseil des ministres en janvier 2021.

• **En matière de "différenciation"**, les projets transfrontaliers et les obstacles à leur mise en œuvre nécessitent

un traitement "sur-mesure". Le futur projet de loi 3D doit aller dans le sens de la proposition de règlement du Parlement Européen et du Conseil qui vise à l'établissement du "Mécanisme européen transfrontalier" (ECBM), en permettant notamment la création d'un point de coordination national et interministériel, indispensable à la résolution des obstacles.

• **En matière de "décentralisation et de déconcentration"**, le projet de loi doit s'inscrire dans la lignée des orientations prises lors de la signature du traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle en 2019. Celles-ci indiquent la nécessité de doter "les collectivités territoriales des territoires frontaliers, et les

entités transfrontalières comme les GECT, de compétences appropriées, de ressources dédiées et de procédures accélérées".

**Afin de faire advenir cette prise en compte et de faire suite à la proposition du député Christophe Arend lors du Borders Forum de mobiliser les députés des territoires frontaliers en ce sens, la MOT invite les membres de son réseau et ses partenaires à contribuer via le forum en ligne à la rédaction de ces propositions communes. Chers acteurs du transfrontalier, à vos claviers !**

[Contribution de la MOT à l'avant-projet de loi 3D - Document de travail](#)



## Etude de la MOT sur la mobilité professionnelle transfrontalière des réfugiés et résidents européens

Cette étude entrait dans le cadre du volet juridique du projet "AB Réfugiés", piloté par la province de Flandre-Occidentale, et financé par le programme INTERREG France-Wallonie-Vlaanderen. Face aux disparités de chômage de part et d'autre de la frontière franco-belge, et aux difficultés que peut recouvrir l'obtention d'un titre de séjour ou d'une autorisation de travail, le travail a dressé un état des lieux des cadres juridiques propres à ces statuts et des obstacles à la mobilité. L'objectif : étudier les possibilités d'évolutions juridiques.

Si un certain nombre d'exceptions existe pour assurer la mobilité transfrontalière professionnelle des étrangers résidents au sein de l'UE, que ce soit pour les professions hautement qualifiées, les travailleurs détachés, les saisonniers ou encore les activités temporaires, cette mobilité est aujourd'hui largement entravée par l'absence de reconnaissance commune des statuts de réfugiés et d'étrangers sous protection octroyés par chaque Etat. Des possibilités sont cependant laissées entrouvertes par les directives européennes en la matière, notamment concernant la mise en place d'un régime d'exception pour les travailleurs frontaliers. Un sujet pour la prochaine loi 3D ?

[Plus d'infos - Documents de l'étude réservés aux adhérents.](#)

## Rencontres territoriales du réseau de la MOT

Afin de tenir compte au mieux des réalités territoriales et d'être plus proche de ses adhérents, la MOT a engagé plusieurs chantiers: comité technique, groupes de travail, événement d'envergure européenne (Borders Forum). Actuellement, elle prépare son programme 2021-23, avec pour enjeu de mieux s'adapter aux besoins locaux, nationaux et européens, et de favoriser sa "modularité". C'est dans ce contexte qu'elle a organisé, en septembre et en octobre 2020, neuf "rencontres territoriales". Leur objectif : mieux identifier les besoins des territoires, déterminer les capacités d'appui de la MOT à leur égard, et favoriser la mutualisation des besoins exprimés, dans une logique d'économie d'échelle et de mutualisation des fonds publics.

Complétées par une enquête qui a permis de dresser un bilan de l'action de la MOT, et d'identifier les thématiques et attentes prioritaires des membres locaux du réseau, ces rencontres ont réuni, physiquement ou virtuellement, près d'une centaine d'acteurs. Visant à être pérennisées, elles ont déjà mis en avant des problématiques clés et des axes de travail indispensables. Les informations et enseignements recueillis seront prochainement diffusés au réseau.

# REVUE DE PRESSE

## ▲ Les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen sont inefficaces

**Bulletin Quotidien, 1 décembre**

"Les contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen sont inefficaces dans la lutte antiterroriste et risquent d'entraver la reprise économique après la pandémie de Covid-19, averti hier la commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson. 'La liberté de mouvement sera notre outil le plus important pour la relance' a déclaré la commissaire suédoise lors d'un premier 'Forum Schengen' qui a réuni [...] les ministres de l'Intérieur des pays membres, et des eurodéputés."

## ▲ Frontaliers Grand Est, les consultations explosent

**L'Ardennais, 29 novembre**

"De la Suisse à la Belgique, elle informe toutes les personnes en relation avec le pays voisin, sur les questions de droit qu'elles lui soumettent."

## ▲ Le coronavirus accélérateur de la coopération transfrontalière

**Le Républicain lorrain, 29 nov.**

"La Région Grand Est a signé, ce vendredi, avec ses voisins allemands du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, un pacte d'assistance mutuelle pour mieux affronter les futures urgences sanitaires. Manière de tirer la leçon de la pandémie."

## ▲ Pour les Allemands, "la proximité est de retour"

**DNA, 7 décembre**

"Pour les responsables allemands, la CEA pourrait faire avancer des dossiers très concrets, comme le train Colmar-Fribourg et la coopération sanitaire."

## ▲ Le Conseil du Léman demande à Macron d'assouplir les mesures

**24 Heures, 4 décembre**

"Des représentants des cantons de Genève, Vaud et du Valais ainsi que de deux départements français ont transmis une lettre au président de l'Hexagone pour lui demander d'autoriser une 'ouverture sécurisée' des remontées mécaniques en France."

## ▲ Difficultés de l'apprentissage transfrontalier

**DNA, 30 novembre**

"André Reichardt interpelle Brigitte Klinkert : Le sénateur André Reichardt (LR) a interpellé la ministre à l'Insertion sur les difficultés de l'apprentissage transfrontalier."

## ▲ Entre Nice et l'Italie, réfléchir au tourisme d'après

**Tribune Bulletin Côte d'Azur, 20 novembre**

"Organiser une relance touristique transfrontalière pour repartir plus vite, plus fort, plus collectif, tout l'objectif de la Chambre de commerce italienne de Nice. [...] Aujourd'hui la Côte d'Azur reste le premier partenaire commercial de l'Italie".

## ▲ L'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine, Euskadi, Navarre consulte ses habitants

**Sud Ouest, 8 décembre**

"Dans le cadre de l'élaboration de son plan stratégique 2021-2027, l'Eurorégion souhaite favoriser une démarche participative en invitant ses habitants à répondre à une enquête."

## ▲ Bus transfrontaliers : "C'est une bouffée d'oxygène pour ce territoire"

**L'Indépendant, 3 décembre**

"Ces liaisons font partie du projet Connect qui a pour but d'améliorer le réseau entre la Catalogne nord et le sud. Le but de la démarche : désenclaver les cités situées en zone hyperrurale."

## Portail documentaire de la MOT : les dernières publications en ligne

- **15 years of the EGTCs. Lessons learnt and future perspectives**, Central European Service for Cross-border Initiatives (CESCI), Nov. 2020 - Avec un chapitre de Jean Peyrony, directeur général de la MOT : "Should EGTCs have competences, and not only tasks? Underlying visions of cross-border integration".
- **Géopolitique des frontières**, Anne-Laure Amilhat-Szary, Le Cavalier Bleu, Nov. 2020
- **The role of open borders and cross-border cooperation in regional growth across Europe**, Kadir Babosca, TAYLOR & FRANCIS, Nov. 2020
- **La coopération transfrontalière dans l'UE 2020**, Enquête de la Commission européenne, DG REGIO, Gallup International (mise à jour d'une première enquête de 2015), Nov. 2020
- **Le guide opérationnel de la coopération décentralisée**, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, DAECT, 2020
- **Cross-Border Impact Assessment 2020**, ITEM, Transfrontier Euro-Institut Network (TEIN), 2020
- **Impact de la crise de Covid-19 dans l'Arc jurassien : premiers éléments statistiques**, Observatoire statistique transfrontalier de l'Arc jurassien (OSTAJ), 2020

Retrouvez toutes les publications sur la coopération transfrontalière référencées dans le portail documentaire de la MOT.

## L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière  
38, rue des Bourdonnais  
75001 Paris France  
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80  
mot@mot.asso.fr

Coordination : Domitille Ayral  
Photos : Droits réservés.  
Page 1 : Eric Robert.

Suivez-nous sur twitter :  
 @reseauMOT

Suivez-nous sur LinkedIn :  
 <http://bit.ly/2yK0XDP>

Pour s'abonner à la newsletter :  
[www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)

Directeur de publication :  
Jean Peyrony

